DIAL 3194

MEXIQUE - Femmes et féministes contre la violence masculine, néolibérale et guerrière

Jules Falquet

samedi 12 mai 2012, mis en ligne par Dial

Jules Falquet, maîtresse de conférences en sociologie à l'Université de Paris Diderot, est l'autrice de De gré ou de force : les femmes dans la mondialisation *(La Dispute, 2008). Dans cet article, à paraître fin 2012 dans un ouvrage collectif [1], elle analyse le contexte et les enjeux de la première pré-audience du Chapitre mexicain du Tribunal permanent des peuples (TPP) qui s'est tenue début mars 2012 au Chiapas.*

Les 7 et 8 mars 2012, a eu lieu au Chiapas la première pré-audience du Chapitre mexicain du Tribunal permanent des peuples (TPP) [2] sur les féminicides et les violences masculines. Cette initiative remarquable d'un ensemble de femmes, de féministes et d'associations de la société civile vise à répondre au déferlement de violence qui s'est abattu sur le Mexique – déjà fortement malmené par les politiques d'ajustement structurel des années 80 puis l'Accord de libre-échange signé en 1994 avec les États-Unis et le Canada, et maintenant plongé dans un véritable bain de sang par la « guerre contre le narcotrafic » lancée en 2007 par le président Calderón.

Je reviendrai ici sur l'histoire économique et politique récente du Mexique, avant de montrer comment les femmes et les féministes sont parmi les premières à s'organiser pour dénoncer et mettre un terme au continuum de la violence patriarcale, raciste et capitaliste, qui prend désormais le visage d'une « violence narco-militaro-néolibérale ».

Le Mexique : un pays qui s'enfonce dans la narco-militarisation néolibérale contre-insurrectionnelle

Tout au long des années 80, puis avec l'Accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada (TLC en espagnol) à partir de 1994, le Mexique a appliqué des politiques d'ajustement structurel qui ont détruit systématiquement l'économie rurale et les communautés indiennes du pays. Face aux multiples révoltes et luttes stimulées par l'apparition du mouvement zapatiste, le gouvernement a appliqué sans discontinuer une stratégie contre-insurrectionnelle de « guerre sale », créant dans la plupart des régions indiennes, des bases militaires d'occupation et des groupes paramilitaires. Les femmes indiennes sont les premières visées par la violence contre-révolutionnaire, comme le montrent trois cas particulièrement emblématiques et à ce jour impunis. D'abord, les trois jeunes Indiennes tzeltal, dont le viol à un barrage militaire à Altamirano, le 4 juin 1994, marque le début de la guerre sale. Ensuite, le massacre de 34 femmes et petites filles et 12 hommes indien-ne-s par des paramilitaires à Acteal, le 22 décembre 1997. Les quatre femmes enceintes furent éventrées et leurs fœtus arrachés, aux cris de : « il faut en finir avec la graine ». Enfin en 2007, dans la sierra de Zongólica (Guerrero), le viol et l'assassinat par des militaires d'Ernestina Ascensión Rosario, Indienne nahua de 73 ans – ensuite présenté en dépit de toutes les évidences comme une mort naturelle.

Le nord du pays, région des grandes plantations agroindustrielles et des zones franches pour

l'exportation, n'est pas épargné par la violence des années 90. Alors que les migrations nationales et centraméricaines vers les États-Unis vont croissant, passer la frontière coûte de plus en plus souvent la vie. Pour qui reste bloqué-e dans la ceinture *maquiladora* [usines d'assemblage], l'exploitation s'intensifie. À partir de 1993, à Ciudad Juarez, on commence à retrouver des cadavres de jeunes femmes horriblement torturées et violées, assassinées et jetées dans le désert, parfois dans des décharges, dans la plus totale impunité (Washington 2005) [3]. Peu à peu, des groupes de femmes, de mères notamment, s'organisent pour dénoncer l'inaction des pouvoirs publics et réclamer la justice, malgré les menaces et les assassinats qui commencent à les frapper elles aussi. Les expressions « féminicides », dérivée des travaux de Diana Russel (Radford & Russell 1992), puis « féminicides sexuels sériels » (Mónarez Fregoso 2011) apparaissent pour désigner ces assassinats. Le phénomène s'étend progressivement dans tout le pays, notamment dans le Chiapas où la lutte contre-révolutionnaire fait rage, et dans l'État de Mexico (Lagarde 2006, Olivera 2008).

Depuis la Conférence sur « la Femme » organisée par l'ONU en 1995 à Pékin, le gouvernement mexicain, comme bien d'autres, paraît « tendre la main » aux femmes. D'abord, sur le plan des politiques publiques. Ainsi, le programme Progresa, lancé en 1997, se distingue par le fait que l'État remet *directement aux femmes* des familles pauvres une aide financière sonnante et trébuchante – extrêmement modeste (Magaña García 2009). En 2001, c'est soi-disant pour ne pas porter tort aux femmes indiennes que le gouvernement refuse de modifier la Constitution pour y inscrire le respect des « Us et coutumes indiennes », dont certaines seraient attentatoires aux droits des femmes [4]. Dans un autre ordre d'idées, en 2005, est votée en grande pompe une loi contre la violence faite aux femmes, qui crée un Système national contre la violence.

Las, dans la pratique réelle, en décembre 2006, le président Calderón, récemment élu, déclarait la « guerre » au narcotrafic, lançant dans les rues l'armée et la marine, pour remplacer la police, impuissante et corrompue. Cinq ans après, le bilan est dramatique. La guerre a déjà fait 60 000 mort-e-s, entre présumé-e-s délinquant-e-s, sicaires, policier-e-s, soldat-e-s, marines et civil-e-s, dont de nombreuses personnes impliquées dans la défense des droits humains [5], et en particulier des femmes activistes [6]. Les cartels se sont multipliés et renforcés, notamment les *Zetas*, initialement un groupe d'élite de l'armée destiné à combattre le narcotrafic et qui désormais gangrène la police, l'armée, la justice et le monde politique (Proceso 2012). Chaque jour, les journaux montrent des cadavres ensanglantés, brûlés, décapités, pendus sous les ponts, tandis qu'une véritable culture « narco », incluant un nouveau culte à la *Santa Muerte*, se répand dans la société.

De fait, il existe au Mexique au moins 7 millions de jeunes entre 15 et 29 ans, baptisé-e-s « ni-ni », dont 38% de femmes, qui n'ont accès ni au travail, ni aux études (OCDE 2011) [7]. Tenter de quitter le pays pour chercher un avenir ailleurs, c'est s'exposer sur le chemin à toutes sortes de violences, extorsion, viols, et peut-être bien la mort – le Mexique est pourtant le deuxième expulseur de main-d'œuvre au monde. S'engager dans le narcotrafic peut alors paraître une option plus raisonnable que le secteur informel, le mariage, le travail du sexe ou l'entrée dans la police ou l'armée. Dans tout le pays et surtout dans les campagnes, la misère s'est développée massivement, aggravée par les mesures néolibérales, frappant en premier lieu les femmes. Devant la chute libre des prix agricoles (fin du protectionnisme oblige), de plus en plus d'Indiennes en sont réduites à produire en série de l'artisanat à la pièce, chez elles, et à s'endetter pour acheter du sel et du sucre – quand elles ne sont pas obligées à partir chercher du travail au Nord, voire à vendre leurs filles [8].

Quant à la violence, selon une étude de l'Institut national des femmes, de l'Assemblée et de l'ONMujeres, 34 000 femmes ont été assassinées vraisemblablement pour le seul fait d'être femmes dans les 25 dernières années, tandis que 70% des femmes rapportent avoir vécu une forme ou une autre de violence au cours de leur vie (Martínez 2004). Selon les Procuradurías de 18 États du pays, pour 1 728 femmes assassinées entre janvier 2009 et juin 2010, dont au moins 1 076 constituent des féminicides avérés, 40 cas seulement ont fait l'objet d'un jugement – sans que l'on sache s'il s'agit d'une condamnation [9]. En 2009, la Cour interaméricaine de droits humains (CIDH) émet une sentence historique, dite du « Campo algodonero », qui corrobore absolument la responsabilité de l'État mexicain dans les féminicides (Melgar 2011). Pourtant, le gouvernement n'a appliqué aucune des recommandations de la CIDH et l'impunité des

violences contre les femmes est presque totale, accréditant l'idée d'une complicité gouvernementale dans la normalisation de la barbarie et une politique de pure simulation (Saucedo & Melgar 2011). Emblématique est le cas de Marisela Escobedo, assassinée d'une balle dans la tête le 12 décembre 2010 alors qu'elle protestait depuis deux semaines devant le palais du gouvernement de l'État de Chihuahua pour exiger la justice pour sa fille Ruby Marisol, elle-même assassinée en 2008 [10]. Jusqu'ici, la justice n'a pas levé le petit doigt pour châtier le moindre coupable.

Quand les femmes et les féministes reprennent l'initiative

Depuis mai 2011, autour du personnage de Javier Sicilia, un poète dont le fils a été assassiné, s'est amorcé un large mouvement social contre ce qu'il faut bien appeler une véritable guerre interne. Curieusement, il a fallu la mort d'un jeune homme et le deuil d'un père, pour que l'indignation « prenne », alors que la douleur des centaines de mères ayant perdu leur fille n'avait débouché que sur la stigmatisation des jeunes femmes comme des « putes » et des mères comme des « pauvres femmes au foyer éplorées » – malgré le remarquable activisme de femmes de Ciudad Juárez (Mónarez Fregoso 2011) et du reste du pays [11].

C'est dans ce cadre qu'un ensemble d'activistes de différents horizons a obtenu l'ouverture d'un chapitre mexicain du Tribunal permanent des peuples. Entre 2012 et 2014, se tiendront donc un ensemble d'audiences sur 7 thèmes : féminicides, migration, environnement, maïs et vie rurale, travail, médias, guerre sale, violence et droits humains. Les femmes du Chiapas se sont saisies au vol du projet, organisant la toute première pré-audience, sur la question des violences contre les femmes. Il faut dire qu'elles ont derrière elles une longue histoire de mobilisation.

Les deux premiers groupes de femmes de San Cristóbal de Las Casas sont apparus en 1989 : le CIAM (Centro de Investigación y Acción para la Mujer [Centre de recherche et d'action pour la femme]), plus universitaire, et le COLEM (Colectivo Encuentro entre Mujeres [Collectif rencontre entre femmes]), ou Grupo de mujeres de San Cristóbal, créé précisément suite à une série de viols. Surgit ensuite en 1990 la Comal-Citlalmina, qui se revendique clairement féministe. Depuis, bien d'autres groupes se sont développés, notamment avec l'apparition du mouvement zapatiste, qui a stimulé l'organisation des femmes indiennes, comme toutes sortes d'initiatives unitaires entre femmes, féministes, Indiennes et métisses. Ainsi, en 1994, la Convención Estatal de Mujeres Chiapanecas [Convention étatique de femmes chiapanèques] rassemble la plupart des groupes. En 1999, 3000 femmes se réunissent pour une Rencontre contre la violence, l'impunité et la guerre, recevant plus de 300 dénonciations de violences diverses. Le 25 novembre 2001, se forme le MIM (Movimiento Independiente de Mujeres [Mouvement indépendant de femmes]), qui organise la formation de défenseures populaires. En 2002, apparaît le Collectif féministe Mercedes Olivera. En 2003, se forme dans le sillage du MIM, le Centre pour les droits des femmes du Chiapas (CDMDH). Surgissent ensuite, entre autres, un chapitre chiapanèque de la Marche mondiale des femmes, ainsi qu'un groupe de lesbiennes-féministes, Les Brujas.

C'est principalement au CDMDH et au COLEM, respectivement représentés par deux féministes impliquées de très longue date dans les recherches et les luttes contre les violences et les féminicides, la sociologue Mercedes Olivera et l'avocate Marta Figueroa, que l'on doit l'organisation de la pré-audience de mars 2012 [12].

Pendant deux jours, dans le Théâtre de la ville, plus de deux cent femmes et quelques hommes ont écouté huit cas particulièrement marquants, regroupés autour de quatre axes : féminicides et contre-insurrection, violations de procédure, violence sexuelle et domestique, et enfin violence structurelle. Les femmes ont témoigné en tzeltal, en tzotzil et en espagnol, les unes à visage découvert, d'autres derrière un écran. Dénoncer les violences, sexuelles notamment, est toujours très difficile et douloureux. Ici, les femmes ont montré une double dose de courage, car beaucoup ont été menacées par leurs violeurs, les assassins qu'elles dénoncent, la police ou les militaires. La peur revenait comme un leitmotiv, tout comme l'arbitraire et l'impunité des hommes, des riches, des métis, des fonctionnaires publics, des juges, des forces armées, des gardiens de prison. En même temps se faisait jour une force nouvelle. Mettre en mots publiquement la violence et l'injustice, devant deux cent personnes, des avocates et des juges de

conscience mexicaines, costaricaine, guatémaltèque, chilienne et française, c'est déjà un commencement de réparation, par l'affirmation et la reconnaissance que quelque chose d'anormal s'est passé, que l'on n'est pas seule et que l'on peut réagir. Confronter les situations a aussi permis à chacune de mieux cerner les logiques structurelles qui organisent ces violences, à première vue aussi intolérables que kafkaïennes.

De fait, la pré-audience a permis d'analyser les violences masculines contre les femmes – privées et publiques ; familiales, communautaires, militaires et étatiques ; environnementales et économiques – comme un tout, un continuum qui fait système et relie aussi les violences sexistes, racistes et de classe. J'ai montré ailleurs que la violence contre les femmes n'avait rien d'un accident lié à des pulsions sexuelles masculines innées, des frustrations ou des dysfonctionnements individuels. Au contraire, il s'agit d'un puissant moyen de contrôle social, organisé jusqu'en plus haut lieu par les politiques publiques et leurs omissions (Falquet 1997).

La pré-audience a permis de franchir un pas de plus dans l'analyse, en rejoignant les travaux les plus récents sur les féminicides et les analyses provenant de tout le continent (CLADEM 2007, Fregoso & Bejarano 2010, Sanford 2008). Partout, on constate l'existence de liens profonds entre :
– les violences exercées pendant les « conflits internes » (souvent ethnocidaires, ciblant tout particulièrement les femmes indiennes et noires) et leur impunité jusque dans la « démocratisation » de post-guerre,
– la crise économique, politique, sociale et morale des périodes post-conflit, aggravée par l'ajustement structurel,
– le développement de techniques de contrôle social trompeusement nommées « de basse intensité » liées à la lutte contre le « terrorisme », le narcotrafic et la migration,
– et les violences contre les femmes, des plus quotidiennes aux plus « spectaculaires » – les féminicides et leur impunité ayant contribué à désensibiliser l'opinion publique et à mettre en évidence le délitement de l'État de droit (pour le Mexique : Melgar 2011).

Alors que dans d'autres régions du monde, les puissances occidentales qui imposent le néolibéralisme pratiquent la guerre ouverte d'occupation, la stratégie pour l'Amérique latine et les Caraïbes semble bien être de promouvoir la militarisation, paramilitarisation et narcomilitarisation (Olivera 2012). En d'autres termes, le continent fait lui aussi l'objet d'une guerre, mais d'une guerre qui ne dit pas vraiment son nom, essentiellement dirigée contre la population civile, pour briser sa résistance politique, l'obliger à travailler toujours plus sans protester et/ou à quitter les lieux. Vu sa position géostratégique, le Mexique a le douteux privilège d'être le « laboratoire » par excellence de cette stratégie.

Au premier regard, les principales victimes de cette nouvelle « narco-para-militarisation » semblent être des hommes, abattus par milliers. C'est faire peu de cas des mères, des sœurs et surtout des veuves qui restent avec des enfants à charge et des perspectives professionnelles et salariales déplorables, quand elles ne sont pas poursuivies par le stigmate social d'être présumées veuves de narcotrafiquants. Ainsi, ces assassinats « spectacularisés » et survisibilisés par les médias sensationnalistes ne doivent pas faire illusion : la violence imposée par/pour imposer la mondialisation néolibérale est essentiellement une violence masculine, raciste et classiste, qui, indirectement et directement, frappe principalement les femmes, surtout les plus appauvries et racisées.

Comme je l'ai montré ailleurs (Falquet 2008), ce sont les femmes qui constituent la force de travail la plus rentable et la plus exploitée de la mondialisation : leur travail aux champs, dans leurs maisons et celles d'autrui, dans leur pays et à l'étranger, dans les usines, sur les trottoirs. Leurs mains, leurs utérus, leurs vagins, leurs seins [13] sont devenues parmi les principales sources d'enrichissement pour autrui, tout autant que les graines qu'elles ont patiemment sélectionnées, la terre, les arbres, le sous-sol et l'eau qu'elles ont préservés, avec la sagesse et la persévérance des populations originaires et/ou rurales qui n'ont guère d'alternative (Shiva 1996). C'est donc contre elles que le continuum de la violence s'oriente prioritairement, afin de garantir une exploitation / extraction de plus-value maximale. C'est aussi parce que ce sont elles qui protestent avec le plus de courage, le dos au mur, et souvent avec le plus de lucidité – les analyses féministes de la mondialisation néolibérale qui englobent l'imbrication des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe, sont parmi les plus éclairantes. Elles montrent notamment comment des

hommes à titre individuel, les États et les institutions internationales, financières notamment, organisent un réseau serré de connivences tacites et de complicités politico-juridiques pour garantir l'impunité du continuum des violences physiques, sexuelles et économiques, comme l'a révélé de manière éclatante le « cas » de Dominique Strauss Kahn (Falquet, 2012).

Aujourd'hui, dans un Mexique que les politiques néolibérales ont mis à feu et à sang, au-delà de la peur, des souffrances et de l'arbitraire, des femmes et des féministes relèvent la tête contre l'impunité et exigent plus que jamais la justice. Leur courage, leur détermination et leurs analyses arrivent à point nommé pour nous rappeler que la France aussi est bien placée parmi les pays où l'impunité des violences masculines s'étale au vu et au su de tout le monde. Tant que la France enverra des Strauss Kahn à la tête des institutions financières internationales ou comme spécialistes de l'économie, le continuum de la violence masculino-néolibérale aura des beaux jours devant lui. Comme en 1994 avec le soulèvement zapatiste, aujourd'hui encore, les Mexicaines nous montrent la voie : un autre monde est nécessaire, un autre monde est possible.

Bibliographie

CLADEM. (2007). *Monitoreo sobre Feminicidio/Femicidio en el Salvador, Guatemala, Honduras, México, Nicaragua y Panamá*. http://www.cladem.org/index.php?option=com_rokdownloads&view=file&task=download&id=1094%3Amonitoreo-sobre-feminicidiofemicidio-en-el-salvador-guatemala-honduras-mexico-nicaragua-y-panama&Itemid=165.

Jules Falquet, « La violence domestique comme torture, réflexions sur la violence comme système à partir du cas salvadorien », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 18, n° 3-4, pp. 129-160. 1997. En ligne : http://www.reseau-terra.eu/article541.html.

Jules Falquet, *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute, 2008.

Jules Falquet, « L'État néolibéral et les femmes. Le cas du "bon élève" mexicain » dans Jules Falquet, Helena Hirata, Danièle Kergoat, Brahim Labari, Nicky Lefeuvre et Fatou Sow (dirs.) *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Les Presses de Sciences Po, pp. 229-242, 2010.

Jules Falquet, « DSK ou le continuum entre les violences masculines et les violences néolibérales », *Nouvelles Questions féministes*, vol. 31, n°1, 2012.

Rosa-Linda Fregoso & Cynthia Bejarano (dir.), *Terrorizing Women. Feminicide in the Americas*, Durham, Duke University Press, 2010.

María Guadalupe Huacuz Elías (coord.), *La bifurcación del caos. Reflexiones interdisciplinarias sobre violencia falocéntrica*, Mexico, UAM, 2011.

Marcela Lagarde, « Presentación », dans *La Violencia feminicida en 10 entidades de la Republicana mexicana*, Congrès de l'Union, Chambre des députés, Mexico, 2006.

Celia Magaña García, « La "genderisation" des politiques sociales au Mexique (1989-2005), images des femmes dans le Progresa et dynamique locale d'un "rancho" à l'ouest du Mexique, thèse, Université de Guadalajara / Paris 1, 2009.

Fabiola Martínez, « Durante últimos 25 años, 34 mil feminicidios en el país : estudio », *La Jornada*, 7 mars 2012.

Lucía Mélgar, « Tolerancia ante la violencia, feminicidio e impunidad : algunas reflexiones », In : Huacuz Elías, María Guadalupe (coord.) *La bifurcación del caos. Reflexiones interdisciplinarias sobre violencia falocéntrica*, Mexico, UAM, pp. 135-160, 2011.

Lucía Mélgar, « Ni "un poquito de justicia" ? El feminicidio en Ciudad Juárez y la sentencia del caso del "campo algodonero" », in : Irma Saucedo & Lucía Melgar (coord.), *¿Y usted cree tener derechos ? Acceso de las mujeres mexicanas a la justicia*, UNAM, Mexico, 2011, pp. 8-109.

Julia Estela Mónarez Fregoso, « El continuo de la lucha del feminismo contra la violencia… » In : Huacuz Elías, María Guadalupe (coord.) *La bifurcación del caos. Reflexiones interdisciplinarias sobre violencia falocéntrica*, Mexico, UAM, pp. 109-134, 2011.

OCDE, *Employment Outlook*, rapport, 2 septembre 2011. http://www.oecd.org/document/46/0,3746,en_2649_33729_40401454_1_1_1_1,00.html.

Mercedes Olivera (coord.), *Violencia feminicida en Chiapas. Razones visibles y ocultas de nuestras luchas,*

resistencias y rebeldías, San Cristobal de Las Casas, Unicach, Colección Selva Negra, 2008.
Proceso [un des principaux hebdomadaires mexicains] n° 1843, 26 février 2012 : « Los Zetas infiltran al ejército, la PGR, la AFI, la PF… ».
Jill Radford & Diana E.H. Russell (dir.), *Femicide : The Politics of Woman Killing*, New York, Twayne Publishers ; Buckingham, England, Open University Press, 1992.
Victoria Sanford, *Guatemala : del genocidio al feminicidio*, Cuadernos del presente imperfecto, Guatemala, 2008.
Irma Saucedo & Lucía Melgar (coord.), *¿Y usted cree tener derechos ? Acceso de las mujeres mexicanas a la justicia*, UNAM, Mexico, 2011.
Vandana Shiva, *Éthique et agroindustrie. Main basse sur la vie*, l'Harmattan, « Femmes et Changements », Paris, 1996.
Diana Washington Valdés, *Cosecha de mujeres. Safari en el desierto mexicano*, México, Oceano, 2005.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3194.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Franck Gaudichaud (coord.), *Amérique latine : émancipations en construction*, Paris, Syllepse, 2012.

[2] Fondé en 1979 en Italie, le TPP est un organisme non-gouvernemental qui prolonge le Tribunal Russell sur le Vietnam (1966-1967) puis sur les dictatures latino-américaines (1974-1976). Il permet de rendre visible les violations massives des droits humains et des droits des peuples qui ne trouvent pas de réponse institutionnelle au plan national ni international. En effet, la Cour pénale internationale, créée en 2002, a exclu de ses compétences les crimes économiques – alors que ces derniers sont devenus l'une des principales causes de violation des droits humains depuis une vingtaine d'années.

[3] Voir aussi DIAL 2820 - « MEXIQUE - Assasinats de femmes a Ciudad Juarez » – note DIAL.

[4] Cela est exact, mais la violence raciste, sexiste et néolibérale exercée par le gouvernement et la société métisse depuis plus de 500 ans est au moins aussi grave (Falquet 2010).

[5] Selon l'hebdomadaire *Zeta*, de Tijuana, repris par *Proceso*. Enrique Mendoza Hernández, « Cinco años de guerra, 60 mil muertos », *Zeta*, 10 décembre 2011, in : *Proceso*, n° 1832.

[6] Notamment : Digna Ochoa, du Centre de promotion et de défense des droits humains, 2001 ; Teresa Bautista et Felicitas Martínez, jeunes Indiennes triqui animatrices d'une radio populaire, 2008 ; Josefina Reyes, mère de disparu, 2010 ; Bety Cariño, Indienne mixtèque, directrice du centre communautaire Cactus, 2010 ; Susana Chávez, défenseure des droits humains et auteure du slogan contre les féminicides « ni una muerta más », 2010 ; Marcela Yarce et Rocío González, journalistes indépendantes, 2011 ; Ali Cuevas, Ana Laura Suarez, Claudia González, Ernesta Asencia, Natalia Gaítan, Sabina Patricia, Tatiana Trujillo, Natalia Bribiesco, Esmeralda Herrera, Rubí Marisol Frayre, Laure Berenice, Tleriberta Castro. D'après Sarah Daniel, « Féminicides, crimes politiques ? », communication au débat « Le système patriarcal assassine les femmes, la résistance féministe s'organise », festival Latinodocs, Toulouse, 7 novembre 2011.

[7] On verra aussi

http://justiceinmexico.org/2011/09/26/debate-over-number-of-ni-nis-as-oecd-releases-new-report/ (site consulté le 11 mars 2012).

[8] Témoignages TPP.

[9] Selon l'Observatoire citoyen national des féminicides, cité dans : Ana Isabel Ramirez Guadarrama, « Buscando Justicia. Nos deben una vida libre de violencia ». Reportage. Document diffusé lors de la pré-audience du TPP.
http://cronicadesociales.org/2011/07/05/buscando-justicia-nos-deben-una-vida-libre-de-violencia/
(site consulté le 11 mars 2012).

[10] L'assassin de Ruby Marisol Frayre Escobedo, son ancien compagnon, avait pourtant reconnu son crime, mais il avait été relâché « faute de preuves ».

[11] On pourra consulter notamment les sites de plusieurs organisations :
Casa Amiga (Mexico) – http://www.casa-amiga.org/, Nuestras Hijas de Regreso a Casa (Mexico)
http://www.mujeresdejuarez.org

[12] Font partie des groupes organisateurs : COLEM, Semilla del Sur, CDMCH, Jumaltik Equidad Sur, SERAPAZ, Ixim Antsetik Casa de la Mujer Palenque, avec la participation de la Brigada feminista por la autonomía, du collectif féministe Casa de apoyo a la mujer Antsetik.

[13] Les fabricants de prothèses mammaires et les chirurgiens gagnent des fortunes en opérant des millions de femmes dans le monde, au total mépris de leur santé. Pour faire tourner l'industrie de la pornographie, les travailleuses dépensent tout leur salaire et risquent la mort sur le billard en tentant d'atteindre le « bonnet F ».